



AU SOMMAIRE

Éditorial page 1

Politique

- + Le sentiment anti-français p. 2 à 5
- + La lutte anti-terroriste au Sahel p.5 à 8
- + Compte-rendu du comité d'organisation du colloque p. 8 à 9

Développement

- + La Cop 27 et les énergies fossiles p.10 à11
- + Résumés : Retour sur 60 années de développement et La coexistence entre pasteurs et éleveurs p.11 à12

Culturel

- + Bilan de la 13^{ème} édition du festival « Visions d'Afrique » p.13 à14
- + Nouvelle : « Défense d'y voir » p.14 à15
- + Anecdote : « Le congrès des Chefs traditionnels » p.15 à16

Revue de presse

- + Les auteur(e)s et leurs œuvres signalés depuis fin octobre page 18
- + Parution du n°274 Revue Afrique contemporaine page 18

Éditorial

Trois mois en Afrique depuis la sortie du dernier bulletin. Sur les 8 milliards d'humains sur terre annoncés par l'ONU en novembre, 18% de la population mondiale est africaine. Et ce pourcentage va progresser ! La COP 27 pour la première fois tenue sur le continent africain, continent le moins producteur de gaz à effets de serre, n'a produit qu'un « Fonds pour les pertes et les préjudices » dont pourront profiter les victimes du réchauffement climatique.

Seule la paix retrouvée en Éthiopie ouvre un petit espoir parmi les nombreux conflits et différends qui perdurent en Afrique auxquels s'ajoutent les calamités naturelles qui ont frappé durement en 2022. On constate la détérioration des relations entre la France, le Mali et la Burkina Faso. Un motif de fierté est apparu dans le sport avec la quatrième place obtenue par l'équipe de football du Maroc lors de la Coupe du monde au Qatar.

Dans ce bulletin, deux analyses qui préparent le Colloque sur l'« Image de la France » en Afrique que notre association souhaite organiser cette année, avec le compte-rendu de la réunion préparatoire. Une interview d'un haut responsable sur les opérations militaires françaises au Sahel. Un article à la suite de la COP 27 sur l'antagonisme entre développement et environnement au sujet des énergies. Un zoom sur deux articles parus sur le développement et le pastoralisme dans les deux numéros 273 et 274 d'Afrique Contemporaine et enfin les résultats du 13^{ème} festival « Visions d'Afrique » de Saint-Pierre d'Oléron.

Joël Dine Gérard La Cognata Michel Bousquet

De la politique

SOMMET FRANCE-AFRIQUE



Le sentiment anti-français en Afrique

Par Christian Bouquet¹

Le sentiment est un objet d'étude difficile à mesurer car il relève davantage de la passion que de la raison.

L'analyse scientifique d'un sentiment anti-français ne peut donc être qu'approximative et facilement biaisée, notamment au niveau des « sondages » sur lesquels certains articles se fondent pour développer le sujet.

C'est pourquoi les observateurs se contentent souvent de rapporter des faits, c'est-à-dire des manifestations, des slogans ou des déclarations accréditant effectivement l'idée selon laquelle l'image de la France se dégraderait dans l'opinion des Africains.

Cette généralisation impose une exploration plus fine, à la fois dans l'espace et dans le temps, parce que, d'une part, les opinions hostiles à la France en Afrique sont inégales selon les pays et, d'autre part, elles remontent parfois à des périodes bien antérieures à l'actualité récente.

Ce qui est visible : les manifestations

On évitera une recension exhaustive de tous les incidents graves ayant mis en cause la présence française dans l'un des pays d'Afrique de l'Ouest, et on ne retiendra que

quelques situations emblématiques où l'animosité a été vive. Chacune relève de facteurs particuliers, différents les uns des autres.

Dans l'ancienne Afrique occidentale française, l'un des premiers foyers de contestation idéologique fut la Haute-Volta (aujourd'hui Burkina Faso) à partir de 1983.

Les concepts d'anticolonialisme et d'anti-impérialisme furent popularisés par Thomas Sankara, qui s'en était imprégné lors de son séjour d'études à l'académie militaire d'Antsirabe (Madagascar) en 1972, lorsque la

Grande île allait basculer dans le camp soviétique. Après avoir pris le pouvoir le 4 août 1983 à Ouagadougou, il entreprit des réformes de fond qui révolutionnèrent le pays, notamment en remplaçant l'autorité coutumière des chefs traditionnels par les Comités de défense de la république (CDR), composés essentiellement de jeunes gens. Cette jeunesse allait rapidement quadriller le pays par d'innombrables check-points où les contrôles étaient peu amènes avec les étrangers, notamment les Français. Les échanges du 17 novembre 1986 entre François Mitterrand et Thomas Sankara soulignèrent un sérieux « coup de froid » dans les relations franco-africaines (1), mais les violences physiques à l'encontre des ressortissants français furent globalement évitées.

Moins de vingt ans plus tard, c'est en Côte d'Ivoire — pays natal de la « Françafrique » — qu'ont éclaté des manifestations anti-

¹ Géographe et chercheur en géographie politique au laboratoire les Afriques dans le monde (LAM) rattaché au CNRS et à Sciences Po Bordeaux

françaises particulièrement violentes et répétitives. Elles ont débuté avant l'arrivée au pouvoir du leader socialiste et nationaliste Laurent Gbagbo, en juillet 2000 les « jeunes patriotes » de la FESCI (Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire) et de Charles Blé Goudé avaient apporté leur soutien au général putschiste Robert Guéï en assiégeant l'ambassade de France (2). Les mêmes manifestants avaient ensuite chahuté le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, le 3 janvier 2003 (3), puis avaient de nouveau pris la France pour cible après les accords de Linas-Marcoussis fin janvier 2003, avec quelques violences et des banderoles étonnantes (« USA is better »). Les années 2003-2004 ont été marquées par un déchaînement anti-français paroxystique, avec le fameux slogan de Charles Blé Goudé — « À chaque Ivoirien son Français » —, et surtout l'assassinat du journaliste correspondant de RFI Jean Hélène, victime d'une campagne qui visait explicitement les Français, puisque certains médias avaient publié les noms, adresses, immatriculations d'un grand nombre d'entre eux. En Côte d'Ivoire, le sentiment anti-français — qui allait prévaloir jusqu'à la chute de Laurent Gbagbo en avril 2011 — avait donc donné lieu à des voies de fait et de nombreuses atteintes physiques aux personnes et aux biens.

Début mars 2021, à Dakar, le ressentiment (est-ce le bon mot ?) anti-français a pris une autre tournure : ce sont les intérêts économiques français qui ont été visés, et souvent saccagés et pillés. La chaîne Auchan a été la cible des jeunes émeutiers, au motif que les supermarchés regorgeaient de produits alimentaires pendant que les Sénégalais avaient faim. Les groupes Eiffage et Orange ont été accusés de pratiquer des tarifs prohibitifs, et la multinationale géante Total a été soupçonnée d'avoir obtenu des marchés de manière douteuse (4). Le lien entre les objectifs frappés et la situation sociopolitique nationale venait de l'affaire Ousmane Sonko, opposant politique incarcéré pour des soupçons d'agression sexuelle. La France était pointée du doigt pour des raisons qui

rappelaient les décennies antérieures, au temps où la voix de l'Élysée passait pour murmurer à l'oreille des présidents africains.

Mais les signes les plus éloquents et les mieux exploités médiatiquement ont été les manifestations, parfois violentes, qui ont éclaté au Sahel depuis novembre 2021 contre la présence française de Barkhane : blocages de convois militaires à Kaya (Burkina Faso) le 18 novembre 2021, à Téra (Niger) le 27 novembre 2021, et à Ansongo (Mali) le 20 janvier 2022. À chaque fois, des centaines (des milliers ?) de manifestants, criant « À bas Barkhane, à bas la France » et parfois « Vive la coopération Mali-Russie », ont surgi dans des zones rurales habituellement à l'abri des soubresauts politiques des capitales. Ces heurts violents, qui ont fait plusieurs victimes, comme à Téra, illustrent des capacités d'organisation et une puissance de conviction qu'il serait imprudent de ne relier qu'à des manipulations étrangères.

De la raison à la passion

Une relecture attentive de ces événements laisse transparaître, même de manière ténue, un soubassement idéologique relativement cohérent : la critique marxiste du néocolonialisme est clairement exprimée, du moins par les élites, au Burkina Faso de Thomas Sankara ; le nationalisme, parfois teinté de panafricanisme, émerge à fleur de peau en Côte d'Ivoire sous Laurent Gbagbo ; la dénonciation des intérêts français éclate au Sénégal ; la condamnation des ingérences militaires françaises est exacerbée au Sahel.

Mais la montée des tensions est probablement le fruit d'une accumulation de déceptions et de frustrations, que les spécialistes de la question (5) font démarrer à la fin des années 1950, lorsque fut décidée par le général de Gaulle la cristallisation des pensions des anciens combattants. Même si l'application de la loi fut différée de quelques années pour les ressortissants des pays d'Afrique subsaharienne, l'impression de rupture d'égalité et l'humiliation furent vivement ressenties par la génération née

dans les années 1920. Plus tard, en 1986, il y eut l'instauration des visas obligatoires pour se rendre en France, décidée par Jacques Chirac, sans réciprocité dans un premier temps. Puis les visas furent de plus en plus difficiles à décrocher, et les élites africaines commencèrent à éprouver une sorte de désamour à l'endroit de l'ancienne métropole (6), alimenté par les polémiques récurrentes sur le franc CFA. Enfin, les interventions militaires françaises, notamment en Côte d'Ivoire à partir de 2002, ou en Libye en 2011, puis au Mali et en Centrafrique en 2013, renforcèrent l'idée que les ingérences dans les affaires intérieures africaines se poursuivaient malgré les affirmations sur l'abandon de la « Françafrique ».

Comment des opinions, ou des prises de position, peuvent-elles quitter le champ de la rationalité politique pour se transformer en « sentiments », en « ressentiment » ou en « désamour » ? Les réponses — car il y en a plusieurs — sont à chercher dans les vecteurs des messages transmis.

Au Burkina Faso dans les années 1980, la rhétorique anticolonialiste de Thomas Sankara passait par les médias d'État (radio, télévision et presse écrite), étroitement contrôlés par le pouvoir en place et sans contre-pouvoirs critiques.

En Côte d'Ivoire, sous Laurent Gbagbo, les conditions étaient sensiblement les mêmes.

Les médias d'État étaient soutenus par les discours enflammés des « Patriotes » de la FESCI qui tenaient chaque jour des meetings à la « Sorbonne », un quartier du Plateau d'Abidjan où il ne faisait pas bon se montrer quand on était français. Entre-temps étaient apparues des radios étrangères émettant en FM, diffusant souvent les arguments des oppositions, mais elles étaient fréquemment neutralisées : les signaux de RFI, de France 24, de TV5 et de la BBC ont été souvent coupés entre 2000 et 2011.

On remarquera que le Mali d'Assimi Goïta a adopté les mêmes comportements en 2022.

Les réseaux sociaux n'en étaient alors qu'à leurs balbutiements, puisque Facebook date de 2004 et Twitter de 2006. En Côte d'Ivoire,

ils ont donc progressivement remplacé les messages des imprécateurs de la Sorbonne, notamment quand l'argent a commencé à manquer pour alimenter les manifestations. En Afrique de l'Ouest (Sénégal, Sahel), ils sont montés en puissance et ont permis des mobilisations très larges car souvent démultipliées au-delà des capitales. Les événements de Kaya au Burkina Faso, de Téra au Niger et d'Ansongo au Mali ont montré que des rassemblements importants de militants pouvaient avoir lieu dans des zones rurales.

On le savait depuis l'émergence des « mouvements citoyens », en particulier le Balai Citoyen, né au Burkina Faso en 2013. Mais, là encore, tous les mouvements citoyens n'avançaient pas selon les mêmes logiques : à Ouagadougou, le Balai citoyen a joué un rôle important dans le renversement de Blaise Compaoré, alors que deux ans plus tôt, le groupe sénégalais YAM (Y'en a marre) militait pour la participation aux élections avec son mot d'ordre « Ma carte mon arme ».

Si les réseaux sociaux sont désormais les principaux véhicules des mobilisations citoyennes, ils prêtent évidemment le flanc à la critique. D'abord, ils sont massivement infiltrés par des trolls originaires de l'étranger, et plus particulièrement de Russie (7). Ensuite, la brièveté des messages qu'ils diffusent interdit toute profondeur dans l'argumentation et dans la réflexion. Ainsi pourrait-on reprendre point par point la plupart des arguments retenus comme slogans dans les appels lancés par les réseaux sociaux, et les contester un à un, que ce soit sur le franc CFA ou sur la quête de ressources minières par les grandes puissances. Mais cela supposerait un format de réponse qui dépasse à la fois la taille autorisée et ce que peuvent supporter la plupart des activistes, car ils ont besoin de messages courts.

Peut-on mesurer le sentiment anti-français ?

Les manifestations décrites s'appuient à la fois sur le ressentiment (retour des souvenirs qui fâchent) (8) et sur le sentiment, qui est une perception dans l'instant.

Prendre la mesure de tels objets d'étude est difficile. On connaît le traditionnel sondage annuel Gallup sur le leadership des principales grandes puissances, qui évalue surtout le soft power, mais qui étudie rarement le point de vue africain, notamment celui des jeunes. On ne dispose guère que des 112 pages du rapport African Youth Survey réalisé et publié en 2020 par l'institut américain PSB Research pour le compte de la fondation Ichikowitz (du nom du milliardaire sud-africain qui a fait fortune dans le commerce des armes). Les enquêteurs ont interrogé 4 200 jeunes âgés de 18 à 24 ans dans 14 pays africains. On découvre ainsi que l'image de la France est jugée négative par 58 % des jeunes Togolais, 60 % des Maliens et 68 % des Sénégalais.

Naturellement, c'est inquiétant. Mais Achille Mbembe, l'un de ceux qui ont longtemps pourfendu l'influence française, relativise la tendance (9) : « Ce sont des formes de construction d'un bouc émissaire qui permet de ne rien faire de son côté. » Et il poursuit : « Un certain nombre de choses qui sont reprochées à la France ne sont pas de sa responsabilité, mais de celle des gouvernements africains. » Encore faudrait-il que la passion ne l'emporte pas sur la raison !

Notes

(1) Tirthankar Chanda, « Mitterrand-Sankara : le vieux président et le militaire impertinent », RFI, 10 janvier 2016 (<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20160109-mitterrand-sankara-le-vieux-sage-le-capitaine-impertinent>).

(2) Christian Bouquet, *Côte d'Ivoire : le désespoir de Kourouma*, Armand Colin, 2011, p. 53.

(3) Ibid., p. 113.

(4) Sabine Cessou, « Un an après les émeutes de Dakar, radioscopie du sentiment antifrçais », Les blogs du « Diplo », 8 mars 2022 (<https://blog.mondediplo.net/un-an-apres-les-emeutes-de-dakar-radioscopie-du>).

(5) Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Le rejet de la France au Sahel : mille et une raisons ? », AOC, 7 décembre 2021 (<https://aoc.media/opinion/2021/12/06/le-rejet-de-la-france-au-sahel-mille-et-une-raisons/>).

(6) Pierre Jacquemot, « Entre l'Afrique et la France, le désamour ? », Les Grands Dossiers de Diplomatie, n°59, décembre 2020-janvier 2021, p. 71-75.

(7) Jeune Afrique, « Russie-Afrique : de Kémi Séba à Nathalie Yamb : les "influenceurs" pro-Poutine du continent », 31 mars 2022 (<https://www.jeuneafrique.com/1335015/politique/russie-afrique-de-kemi-seba-a-nathalie-yamb-les-influenceurs-pro-poutine-du-continent/>).

(8) Caroline Roussy, « Cachez ce ressentiment anti-français que je ne saurais voir : le cas de l'Afrique de l'Ouest », Analyses IRIS, 6 janvier 2020 (<https://www.iris-france.org/143290-cachez-ce-ressentiment-anti-francais-que-je-ne-saurais-voir-le-cas-de-lafrique-de-louest/>).

(9) Ndeye Khady Lo et Rose-Marie Bouboutou-Poos, « Françafrique : quelle est l'histoire du "sentiment anti-français" en Afrique et pourquoi il resurgit aujourd'hui ? », BBC News, 28 mai 2021

La lutte antiterroriste de la France au Sahel

INTERVIEW DU GÉNÉRAL DIDIER CASTRES.

Par Pascal Airault

Journal L'Opinion 18/01/2023

P.A. : *Quel bilan faites-vous de ces dix dernières années de lutte antiterroriste française à travers l'opération Serval puis Barkhane ?*

N'en déplaise à beaucoup, l'opération Serval, déclenchée en janvier 2013, a été un succès sans ambages, comme peu d'armées en sont capables. En trois mois, les armées françaises ont libéré toutes les villes du Nord – Gao, Tombouctou, Kidal et Tessalit – de l'emprise djihadiste ; elles ont mis hors d'usage cette espèce d'usine à produire du terrorisme qui était implantée dans l'Adrar des Ifoghas. On ne dira jamais assez les risques sciemment pris par les soldats français et tchadiens. Ils ont montré un courage, une abnégation et un formidable esprit de débrouillardise qui fera date.

L'opération Barkhane, dont le mandat était très clair également, a ensuite pris le relais, en août 2014. Pour faire court, il fallait gagner les délais nécessaires à la montée en puissance des armées locales pour qu'elles puissent prendre en compte les groupes djihadistes

que nous aurions affaiblis pour les mettre à leur portée. Nous avons probablement péché par excès d'optimisme et par une compréhension insuffisante des réalités locales. L'armée malienne restait dans un état de désorganisation totale, la corruption y était omniprésente à toutes les strates de la hiérarchie et la confiance interne était inexistante. Il nous est difficile de croire qu'une telle armée pouvait aller au combat et nous ne l'avons pas suffisamment tôt impliquée dans les opérations.

Par ailleurs, en matière de formation, nous transposions des schémas importés des armées occidentales qui n'avaient pas de sens, à l'exception de celles imaginées par l'ex-commandant de Barkhane, le général Pascal Facon, pour former des unités légères de reconnaissance et d'intervention équipées de motos, à l'instar des groupes armés djihadistes (ULRI) au Mali.

P. A : Les autorités maliennes accusent l'armée française d'avoir frayed avec les Touaregs, ce qui aurait empêché la reconquête complète des territoires du septentrion malien. Y a-t-il toujours un fantasme de l'homme bleu dans l'armée française ?

Les nomades du Sahel, et notamment certaines tribus touaregs, ont été des adversaires coriaces pendant la colonisation du Soudan français. Si les troupes françaises ont vaincu militairement les Touaregs, elles n'ont pas réussi, ou mal, à les sédentariser, à les administrer, à les instruire « à l'école française » comme elles l'avaient fait avec les populations sudistes. Alors pas de fantasme mais parfois un peu de romantisme : au même titre que beaucoup de militaires français ont relu les Cavaliers de Kessel au moment de l'engagement en Afghanistan, il est certain que les ouvrages de Joseph Peyré, Roger Frison-Roche ont dû se retrouver dans les cantines qui portaient pour le Sahel. Pour autant, ceci n'a pas pesé dans les choix opérationnels qui ont été faits. Si cette

relation avec certains groupes a existé, c'était par pur pragmatisme : nous pensions que seuls des gens du Nord seraient capables de nous aider à libérer les quatre otages français d'Aréva retenus à ce moment par Aqmi ; ce qui est survenu ; nous estimions également que seuls des gens du Nord pourraient nous aider à lutter contre les groupes terroristes. D'ailleurs, aujourd'hui, le Nord du Mali est redevenu une « terra incognita » pour l'Etat malien.

P .A : L'armée française n'a-t-elle pas fait des victimes collatérales durant ces dix ans, comme lors du bombardement de Bounti, le 3 janvier 2021 ?

Je n'ai pas d'éléments étayés sur le bombardement de Bounti et je ne le commenterai pas. Je note toutefois que l'enquête menée par la Minusma l'a été tambour battant, mais que rien n'a encore été fait pour le massacre de Moura de mars 2022. En revanche oui, dans les opérations, et quelles que soient les précautions qui sont prises, il arrive qu'il y ait ce que l'on appelle des « dommages collatéraux ». Lorsqu'il y a une telle suspicion, une enquête interne est immédiatement conduite et s'il s'avère qu'il y a eu des victimes collatérales, il est alors proposé aux familles concernées de payer le prix du sang. Néanmoins, je peux attester que l'armée française n'a commis aucune exaction volontaire lors de ces dix années de lutte antiterroriste comme l'ont pu le faire les mercenaires de Wagner au Mali et en Centrafrique. En fait, nous avons beaucoup appris de notre engagement en Afghanistan, en matière de droit international humanitaire (DIH), de Convention de Genève et de leurs protocoles. Et vous pouvez être certains que tous les responsables des opérations connaissent par cœur les cinq principes du DIH (humanité, distinction, précaution, proportionnalité, maux superflus), mais également les traditions et cultures locales. La dépouille d'aucuns de nos ennemis tués au combat n'est abandonnée sans avoir été enterrée selon les rites musulmans.

P.A : Dans le « *Mirage Sahélien* » (ed. La Découverte), le journaliste Rémi Carayol parle de « *dronisation* » d'une armée française ayant de plus en plus recours aux frappes ciblées pour éliminer les djihadistes...

Je n'ai pas lu ce livre mais si la question est celle que vous évoquez, je suis étonné que l'on s'interroge sur la façon d'éliminer nos ennemis. On devrait plutôt s'interroger sur les précautions et le recoupement du renseignement avant d'engager une procédure de ciblage. Oui, les armées françaises ont eu recours à des drones et à des avions de combat pour des frappes ciblées, lorsque le rapport de force lui est défavorable, lorsque nos ennemis sont hors de portée d'un autre type d'action. Mais, à chaque fois qu'une option terrestre est possible, c'est elle qui est retenue. Cela nous a notamment permis de sauver cinq otages en 2014 et de prendre vivant plusieurs terroristes lors d'opérations de nos forces spéciales.

P.A : Il prétend aussi que Barkhane a établi une prison secrète à Gao pour djihadistes...

Ce qu'il appelle une prison secrète n'était ni une prison – on met en prison des gens qui effectuent une peine décidée par la justice –, ni secrète – les autorités maliennes, les ONG, nos alliés au Sahel et diverses organisations le savaient et nous ne le cachions pas. Bien sûr que les armées françaises ont été amenées à capturer de leurs ennemis lors de combat. C'est d'ailleurs même rassurant qu'il y ait de nos adversaires faits prisonniers et pas tous tués... Sur ce point, le droit international humanitaire fournit une base juridique autorisant la privation de liberté, ce que nous appelons une rétention, et les personnels concernés, des PUC (personnel under control). Toutes ces personnes (en nombre limité compte tenu de l'exiguïté du centre de rétention) ont été traitées avec humanité, nourries et même soignées lorsque cela était nécessaire. Nous essayions au cours d'entretiens avec elles et dans une langue qu'elles comprenaient d'obtenir du renseignement. La durée de détention était limitée au maximum à deux fois 96 heures.

Lorsque l'on arrivait à ce terme, ce qui était exceptionnel, les PUC étaient soit libérés soit remis aux autorités maliennes à des fins judiciaires devant témoins. Une fois le transfert effectué, nous avions l'obligation de visiter régulièrement les PUC pour nous assurer de leurs conditions de détention. Pour en finir avec cette fameuse non prison non secrète, nous avons demandé au CICR de venir régulièrement s'assurer que ce que nous faisons était conforme au droit international humanitaire.

P.A : Et que faisiez-vous des mineurs ?

Les mineurs bénéficient d'un traitement particulier et d'une protection liée à leur statut. Dans la pratique, peu de combattants arrêtés avaient des papiers d'identité sur eux. Il fallait souvent estimer l'âge des plus jeunes. L'avis des médecins étaient déterminant. Et en cas de doute, les mineurs étaient séparés des adultes et immédiatement transférée à une structure compétente sous la supervision d'une personne tierce du HCR ou de l'Unicef. Tous les cas de capture, de détention et de remise aux autorités maliennes faisait l'objet de compte rendus.]

P.A : Comment voyez-vous la réarticulation du dispositif français en Afrique ?

La décision ne semble pas encore arrêtée. Elle fait actuellement l'objet de discussions avec nos partenaires africains. J'imagine que de nombreux scénarios sont à l'étude depuis le retrait complet de notre présence militaire en Afrique de l'ouest, qui doit être considéré par ses thuriféraires comme la meilleure solution pour priver le sentiment anti-français d'un argument et s'éviter potentiellement un départ dans l'urgence et la précipitation dans un scénario à l'afghane. Mais, il en existe bien d'autres qui combinent une moindre visibilité, une plus grande appropriation par les pays hôtes, une forme de contractualisation de coopération de défense plus transparente. Je n'en cite que quelques-unes : la création d'unités mixtes à l'instar de ce qui a été fait pour la brigade franco-allemande ; l'accueil

sur ses bases d'écoles de formation d'officiers ou de sous-officiers, la mise en place d'un grand camp d'entraînement de mise en condition opérationnelle des contingents des pays d'Afrique de l'ouest appelés à rejoindre une opération de maintien de la paix et pourquoi pas, le transfert à des structures privées du fonctionnement d'une base depuis sa gestion logistique et en passant par sa sécurité et jusqu'à des modules de formation. Mais je crois que la question n'est pas là ; en tout cas, elle ne doit pas commencer par l'avenir des bases en Afrique mais plutôt par notre ambition pour la France sur la scène internationale. La décision est bien sûr de nature politique et les armées sauront mettre en œuvre ces décisions.

VIE DE L'ASSOCIATION

Préparation du Colloque « Image(s) de la France en Afrique »

Compte-rendu de la première réunion du
Comité d'organisation du Colloque

Introduction

Lors du festival cinématographique « Visions d'Afrique », le conseil d'administration de « Fraternité d'Afrique » s'était réuni à Saint Pierre d'Oléron le 25 octobre. Il avait projeté à cette occasion de se rencontrer avant la fin de l'année pour esquisser les contours d'une première rencontre de notre association.

Le 12 décembre dernier, nous étions dix adhérents de l'association réunis au centre de Paris pour préparer cette première Rencontre qui s'ajoutera aux autres activités de Fraternité Afrique, la revue de presse hebdomadaire et les bulletins trimestriels. Celle-ci devrait prendre la forme d'un colloque dont le thème « Image(s) de la France en Afrique/ vers une révision des relations franco-africaines » a déjà été retenu. Un questionnaire préparatoire avait été transmis auparavant à tous les adhérents (38).

25 réponses nous sont parvenues à la veille de la réunion.

Après le point sur l'état des relations franco-africaines, suivra la restitution des résultats du questionnaire sera faite. Pour terminer sera restitué la teneur des échanges sur les objectifs et l'organisation du colloque.

1)Etat des relations franco-africaines

Pierre Jacquemot présente leur état actuel en 9 points :

1) La France a organisé une Conférence France-Afrique à Montpellier en septembre 2021 sans la présence de chefs d'état africains dans lequel Emmanuel Macron s'est investi directement dans sa conduite dans le but d'insuffler un nouveau style dans les relations franco-africaines. Sur la base du Le rapport d'Achille Mbembe a servi de base aux travaux de cette conférence. Le grand défaut de ce rapport est qu'il occulte complètement les organismes français qui travaillent en Afrique dans l'agriculture, la recherche, la santé, l'enseignement ou la culture.

2) La « francophobie » ne touche pas toute l'Afrique, pas au même degré suivant les pays et les sociétés. Il pointe dans celui-ci le rôle des réseaux sociaux, de la Russie. Elle touche particulièrement la jeunesse désocialisée des villes. Elle est encouragée par les pseudo-intellectuels français comme l'association Survie et tous ceux qui ont écrit sur la Françafrique.

3) Le drame du génocide rwandais de 1994. Il est à l'origine de notre association. La parution du Rapport Vincent Duclert en mars 2021 a suscité la réaction d'un certain nombre de nos adhérents qui ont vécu et/ou travaillé au Rwanda ou dans le pays voisin, le Burundi, devant des analyses bien différentes des réalités qu'ils ont vécu dans ce pays et surtout devant les conclusions exagérées d'une implication française dans le génocide. Il a montré qu'il y a un problème franco-français sur la reconnaissance des responsabilités de notre pays dans ce drame. Il se pose aussi sur l'Opération Turquoise.

4) Le Franc CFA. C'est devenu depuis deux ans un faux problème. « Ce n'est plus un sujet pour la France ». Il n'y a plus d'administrateur français dans les conseils d'administration des Banques centrales du FCFA.

5) Le « dépit amoureux » des Africains remonte à l'obligation de visas imposée en 1985 puis la disparition du ministère de la Coopération en 1998. Le contexte a évolué avec la résurgence de l'identité noire et le mouvement Woke aux USA et en Europe qui jouent sur l'imaginaire.

6) Autre raison : les maladresses françaises successives des responsables français. Nicolas Sarkozy avec son discours prononcé à Dakar en juillet 2007 à l'université Anta Diop Extraits : « Le drame de l'Afrique est que l'homme africain n'est pas rentré dans l'histoire ... Dans l'imaginaire africain où tout recommence toujours, il n'y a pas de place pour l'aventure, ni pour l'idée de progrès. » François Hollande, paternalisme et son « J'aime les Africains ». Emmanuel Macron après le discours « novateur » de Ouagadougou de septembre 2017 continue de taper dans le dos des dictateurs africains, adoube le successeur d'Idriss Déby au Tchad. Il reste souvent donneur de leçons et arrogant dans ces initiatives quand il convoque les chefs d'état sahélien à Pau en janvier 2020. On peut ajouter comme maladrse l'absence du président Jacques Chirac aux funérailles de Léopold Senghor en 2001.

7) Pour un certain nombre d'Africains, il y a une permanence du néocolonialisme plus de 60 ans après les indépendances. Les responsables politiques africains enclin à instrumentaliser ce sentiment à des fins électorales. La France est un bouc émissaire facile ce qui n'est pas le cas dans les anciennes colonies britanniques.

8) La marge de manœuvre de la France est très étroite. « Entre ingérence et indifférence, on ne sait jamais sur quel pied danser ! » .

Solution de l'éditorialiste de Stéphane Madaule de sortir de l'Aide au

développement dans son livre « Une autre voie est possible » publié chez L'Harmattan.

9) Il ne faut pas sortir de l'Aide au développement quitte à changer son appellation. Il faut jouer la carte européenne. On doit suivre les projets issus de la Conférence de Montpellier de 2021 : institution de la démocratie d'Achille Mbembe en Afrique du Sud et Maison des mondes africains à Paris. On devrait mettre en avant Campus France et Canal + International.

2) Restitution rapide des 25 questionnaires préparatoires

19 réponses très favorables au choix du thème du Colloque. Pour la majorité les manifestations anti-françaises ont eu lieu dans les derniers 2 ou 3ans. Et elles les ont surpris. Pour celle-ci, elles sont le fait d'une minorité urbaine faite de jeunes manipulés par la Russie.

Les raisons de ce désamour sont nombreuses :

Ressentiment de la colonisation, maladresses diplomatiques, affaire libyenne (chute de Kadhafi), échec relatif de l'opération Barkhane, retrait des entreprises françaises, difficultés d'obtenir des visas, difficultés pour immigrer, situation des diasporas africaines en France, autres... Certains y ajoutent le soutien aux dictateurs, le manque de communication sur les apports de la France, la mise de côté de la société civile, la baisse de l'aide bilatérale, la montée en puissance d'autres pays. La liste n'est pas exhaustive.

Sur l'organisation pratique du colloque. De nombreuses suggestions ont été faites : sur les intervenants en particulier qu'ils soient africains pour moitié, qu'il se situe au 2^{ème} trimestre 2023, qu'il ait lieu à Paris dans une salle adaptée. On souhaite un public le plus participatif possible.

3) Débats

Les participants ont échangé :

+ Sur les associations partenaires organisatrices du Colloque : Fraternité Afrique, Groupe Initiative Afrique, CADE (Coordination pour l'Afrique de Demain) et AROM (Amitié Réalité Outre Mer). L'apport possible de chacune.

+ Sur les objectifs donnés et les thèmes abordés lors du Colloque, sur les nombreuses raisons du désamour franco-africain (passés colonial et post colonial , visas, concurrence d'autres pays, désinvestissements, aide au développement bilatérale en baisse etc..)

+ Sur l'organisation pratique et le lieu de la journée du Colloque

+ Sur la restitution des travaux du Colloque.

Les débats ont fait l'objet d'un Verbatim (document n°37)

Du développement



La COP 27 et les énergies fossiles

Par Louis Caudron²

Beaucoup d'O.N.G. des pays riches ont considéré que la COP 27 était un échec parce qu'elle n'a pas décidé l'interdiction ou la diminution de l'utilisation des énergies fossiles. Le journal Le Monde du 22 novembre titrait « La COP 27 cale sur les énergies fossiles ». C'est une réaction de gens qui ont une vie confortable et qui ne veulent pas voir les besoins de développement de la grande majorité des habitants du monde. Quand on est pauvre, on ne peut pas améliorer sa situation sans consommer plus d'énergie.

Actuellement les écarts de niveau de vie entre les pays sont énormes. Pour s'en rendre compte, un bon critère est le PIB par habitant exprimé en parité de pouvoir d'achat, ce qui permet de tenir compte du niveau des prix dans chaque pays.

Le record du monde est détenu en 2021 par les Luxembourgeois avec 134.754 \$ par habitant, largement devant les Qataris à 93.521 \$. Les Américains sont à 69.288 \$, les Français à 50.729 \$ et les Italiens à 45.936 \$. Les habitants les plus pauvres du monde sont ceux du Burundi avec 793 \$. Dans ce pays, la moitié de la population doit vivre avec moins de 2 \$ par jour ! Plus généralement la grande

majorité des Africains est en dessous de 5.000 \$ par habitant, 10 fois moins que pour un Français.

Le retard actuel de développement de l'Afrique est dû pour une grande part à la faiblesse de sa production d'énergie. 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité. Avec actuellement 1,4 milliards d'habitants, l'Afrique a la même population que la Chine ou l'Inde, mais en 2050 elle les aura largement dépassées et atteindra probablement 2,5 milliards d'habitants. Ses besoins en énergie vont donc fortement augmenter et elle ne peut actuellement les satisfaire qu'avec des énergies fossiles, notamment son pétrole.

En outre, dans ce continent faiblement industrialisé, les gouvernements doivent vendre leurs ressources minérales pour financer leur développement. Dans une interview au journal Le Monde du 22 novembre 2022, le Président du Niger, Mohamed Bazoum déclarait : « Nous devons répondre à nos besoins aujourd'hui, pas d'ici à dix ou quinze ans. J'ai de grandes ambitions pour mon pays. Je veux investir dans l'éducation, l'agriculture, mais comment le ferais-je si je ne dispose pas du minimum de ressources nécessaires que je ne peux avoir que si je vends du pétrole ? Je veux vendre du pétrole en 2023 et je vais accroître les quantités de pétrole que je dois vendre. Tant que c'est la seule ressource que j'ai pour promouvoir le développement de mon pays, j'y aurais recours ».

Des pays riches comme l'Allemagne ou la France, qui n'ont pas hésité à rouvrir des

² Ingénieur général du Génie Rural, ancien sous-directeur du développement rural au ministère de la Coopération

centrales à charbon pour combler le déficit de gaz russe n'ont pas de leçons à donner au Niger.

Le cas de l'Afrique est particulier, mais la Chine et l'Inde ont aussi besoin d'utiliser les énergies fossiles.

Les Chinois, qui ont connu un développement extraordinaire depuis 40 ans, sont arrivés à un PIB de 19.338 \$ par habitant. Leur objectif est d'être un pays de richesse moyenne en 2049, pour les 100 ans de la création de la République Chinoise. Cela veut dire qu'ils voudraient atteindre un PIB par habitant de l'ordre de 30.000 à 40.000 \$ en 2049. Pour y arriver, il faut augmenter la production des Chinois de plus de 50 %, ce qui signifie faire marcher des machines qui consommeront de l'énergie. Pour produire cette énergie, la Chine utilise tous les moyens possibles. Elle a créé le plus grand barrage hydroélectrique du monde avec le barrage des Trois Gorges. Elle est championne du monde en matière de fabrication et d'utilisation des panneaux photovoltaïques. Elle développe des centrales nucléaires et a même réussi à construire avec le français Areva deux EPR à Taishan qui fonctionnent depuis 2018, alors que l'EPR de Flamanville, commencé en même temps, n'est toujours pas en fonctionnement. Tout cela ne suffit pas pour combler les besoins en énergie d'un pays de 1,4 milliards d'habitants en plein développement. La Chine est donc aussi championne du monde de la construction de centrales électriques à charbon. Le parti communiste chinois ne peut pas se permettre de ralentir son développement et la Chine va continuer, au moins pour les deux décennies à venir, à utiliser son charbon pour combler ses besoins en énergie.

L'autre grand pays qui ne peut pas se passer de charbon est l'Inde. Avec 1.393 millions d'habitants en 2021, l'Inde a pratiquement rattrapé la Chine et va la dépasser dans les années à venir. Par contre le PIB par habitant n'y est que de 7.334 \$, un peu moins de 40 % de celui d'un Chinois. L'Indien moyen vit avec un revenu 7 fois plus faible que celui du Français moyen. Il est

évident le gouvernement indien doit faire tous ses efforts pour augmenter la production du pays et donc sa consommation d'énergie. L'Inde dispose de 22 réacteurs nucléaires et en a 7 en construction. Elle essaie aussi de développer la production d'énergie à partir des renouvelables et du gaz, mais la moitié de sa production d'énergie vient du charbon et ne peut diminuer que très lentement.

La Chine, l'Inde et l'Afrique qui représente plus de la moitié de l'humanité ne peuvent pas se passer des énergies fossiles pour leur développement et les pays riches ne devraient pas essayer de les en empêcher par exemple en empêchant les banques de leur faire des prêts pour des projets d'exploitation d'énergie fossile. Tous ces pays sont favorables au développement des énergies renouvelables et la priorité des pays riches devrait être de les aider massivement pour développer ces énergies.

Cela devrait notamment être une priorité pour les fonds verts destinés à l'Afrique. Ce continent dispose de ressources hydrauliques largement inexploitées. On peut citer le cas des barrages d'INGA sur le Congo. Sur ce site exceptionnel, étudié dès 1925, il y a actuellement seulement deux barrages assez moyens, alors que le barrage du Grand Inga permettrait d'installer une centrale électrique ayant une puissance double de celle de la centrale chinoise des Trois Gorges et d'exporter de l'électricité vers les pays voisins. Dans le Sahara ou le Kalahari, il est possible de créer des centrales photovoltaïques sur des milliers d'hectares. Il n'y a actuellement que deux centrales nucléaires en fonctionnement en Afrique, toutes deux en Afrique du Sud, alors que de nombreux pays comme l'Égypte, le Maroc, le Nigéria, le Kenya, la Côte d'Ivoire pourrait en accueillir. Les pays riches devraient s'entendre pour proposer leur aide technique et financière aux pays africains pour réaliser ces grands projets.

Au lieu de de battre contre l'exploitation des énergies fossiles, les pays riches devraient de battre pour développer le plus possibles les énergies renouvelables et l'énergie nucléaire dans les pays pauvres.

Retour sur soixante ans de pensée de développement en actes en Afrique subsaharienne

Par Georges Courade³

A lire dans « Afrique contemporaine » n° 273 (page 85 à 107)

Le développement -pensé et pratiqué en Afrique constitue un bouillon de culture pour développeurs et développés pendant six décennies lors des tentatives de rattrapage voire de déconnexion ou lors de la mondialisation. Tous les secteurs et acteurs y furent assujettis. Engagements, développement parachuté, ou essais de participation ont débouché sur la débrouille ou les start-up portant les pays de la « bonne gouvernance » vers l'émergence. Si elle sut prendre le pouls du malade, la recherche peina à donner le la vers le développement, si bien qu'elle revint à ses fondamentaux disciplinaires. Cela constitue-t-elle une opportunité pour l'Afrique de devenir un laboratoire vivant ?

La coexistence contrariée entre pasteurs et agriculteurs en Afrique subsahariennes

Une revue de la littérature récente

Par Pierre Jacquemot⁴

A lire dans « Afrique contemporaine » numéro 274 (pages 7 à 50)

Interpréter les antagonismes en milieu africain sous l'angle d'un conflit pasteurs-agriculteurs conduit à des analyses réductrices de la complexité des dynamiques à l'oeuvre au Sahel, au Lac Tchad, au nord du Nigéria, au Darfour ou en Afrique de l'Est. La

cause des frictions et des violences ne repose pas sur une opposition ancestrale entre les deux catégories d'acteur ; elles sont le résultat d'une crise multidimensionnelle de la gouvernance des espaces ruraux. La revue d'une centaine de travaux récents montre que l'écosystème pastoral est victime d'une série de contraintes qui entament ses conditions d'existence. Les ressources pastorales se dégradent sous l'effet du dérèglement climatique. Les fronts pionniers agricoles s'étendent et empiètent sur les parcours. La monétarisation de l'accès à l'eau et la taxation du bétail transhumant au passage des frontières engendrent de multiples conséquences péjoratives. L'enchaînement de ses causes est exacerbé par la grave insécurité ambiante. Les modes de prévention et de gestion des conflits demeurent peu efficaces quand ils ne sont pas inscrits dans la durée. .

³ Géographe, directeur de recherches honoraire à l'Institut de recherche pour le développement /IRD

⁴ Diplomate et universitaire

De la Culture



Bilan de la 13^e édition du Festival « Visions d'Afrique »

par Gérard La Cognata et Xavier Blanchard

La 13^e édition de Visions d'Afrique a permis de présenter 20 longs métrages venus de 9 pays et de réaliser 47 séances en prenant en compte les séances scolaires (9).

La question principale que se posaient les organisateurs était la suivante : ferait-on mieux en 2022 qu'en 2021 ? Et retrouverait-on pour cette 13^e édition, dans une conjoncture plus favorable, les niveaux atteints en 2019 ?

La réponse est nette et largement positive : le nombre des spectateurs des séances « grand public » a dépassé le niveau atteint en 2019, 2184 contre 2070, marquant une progression de 28% par rapport à 2021. (Annexe : Données essentielles 2022).

« Visions d'Afrique » a rassemblé au total, tous volets pris en compte, plus de 3500 participants en octobre 2022.

I) Une très nette reprise

L'année 2021 avait enregistré une légère progression de 9,4% par rapport à une année 2020 marquée par un recul spectaculaire de 25%.



II) Une proposition cinématographique de qualité exceptionnelle

Cette nette reprise n'est évidemment pas sans rapport avec la qualité des films proposés.

L'année 2022 a été à cet égard exceptionnelle.

Elle s'est caractérisée notamment par le fait que si, comme traditionnellement, les films présentés

par leurs réalisateurs ou les films « hommages » ont tiré un large bénéfice de leur situation particulière, ils ont été vraiment « concurrencés » cette année, par plusieurs films de grande qualité.

Le traitement particulier accordé aux films de Youssef Chahine (Le destin et Gare centrale) a évidemment contribué à rendre ces séances attractives .

La présence de Mehdi Charef et de Ismaël El Iraki (Le thé au harem d'Archimède et Burning Casablanca) a aussi pleinement joué en faveur de leurs films.

Il en a été de même, mais à un moindre niveau, pour le documentaire de Thierry Michel (l'Empire du silence) .

En revanche, et c'est une des caractéristiques de cette édition, plusieurs autres films ont trouvé un large écho auprès des spectateurs et ont fait jeu égal, en termes de

fréquentation, avec les films mis en exergue ci-dessus.

Ce fut surtout le cas des films de Tarik Saleh (la conspiration du Caire) et de Maryam Touzani (Le bleu du caftan). Ils ont à eux deux rassemblé plus de 400 spectateurs, leur succès tenant exclusivement à la qualité de ces deux films.

Au total, cette 13^e édition s'est caractérisée par l'exceptionnelle qualité des films présentés, notamment des films de l'Afrique du Nord et du Nord-est. Cette montée en gamme s'est traduite depuis deux ans par la place notable prise par les productions de ces pays dans les festivals internationaux, à Cannes notamment : les deux films qui ont le plus retenu l'attention du public de Visions d'Afrique en 2022 ont été tous deux sélectionnés à Cannes, l'un a reçu le prix du scénario (La conspiration du Caire de Tarik Saleh) et l'autre (Le bleu du caftan), sélectionné à Un Certain Regard, a obtenu le prix de la mise en scène au festival d'Angoulême.

Ajoutons que les « soirées », notamment la soirée du vendredi 21 à l'Eldorado associant le chanteur sénégalais LASS et le film Aya, ont donné pleine satisfaction.

III) Le niveau satisfaisant du volet scolaire 2022

Les deux films proposés aux établissements scolaires, La petite vendeuse de soleil pour les écoles et Mica pour les collèges, ont reçu un excellent accueil.

Le volet scolaire a rassemblé 824 élèves soit un chiffre proche de ceux enregistrés en 2020 et 2021 (873 et 853). 9 séances ont été organisées qui ont concerné les élèves de 11 établissements (dont le lycée Merleau Ponty de Rochefort) qui se sont répartis entre les cinémas l'Eldorado (463) et l'Estran (361).

Les collégiens ont été cette année nettement les plus nombreux et sont montrés très intéressés par le film proposé, Mica, de Ismaël Farroukhi.

La séquence organisée avec le lycée Merleau-Ponty a une nouvelle fois donné pleine satisfaction.

Le volet scolaire est donc bien installé. Il mériterait d'impliquer davantage d'établissements.

IV) Une séquence littéraire séduisante

La séquence littéraire comportait, comme tous les ans, deux volets, l'un avec l'éditrice/autrice d'origine mauricienne Corinne Fleury pour le Jeune Public, l'autre, avec le romancier-cinéaste Mehdi Charef, pour les adultes et les adolescents.

Ces rencontres 2022 ont comportées 11 séances réparties entre les 4 médiathèques et les 3 collèges qui ont choisi cette année de participer à cette session.

Les séances organisées avec Corinne Fleury ont essentiellement concerné des élèves de CM1 et CM2 (et un groupe de CE1/2) et ont regroupées 165 élèves.

Mehdi Charef a eu un public plus varié, des adultes dans les rencontres dans les médiathèques, des collégiens dans les 3 collèges où il est intervenu. Il a au total rencontré près de 250 élèves et un public de plus d'une centaine d'adultes.

Le volet littéraire a rassemblé au total un public de près de 500 participants (497), composé pour une très large majorité d'élèves du primaire et des collèges.

V) Expositions et Partenariats

On ne saurait tracer un rapide bilan de cette édition sans noter l'attention portée par le public aux expositions mises en place dans le hall de l'Eldorado, notamment l'exposition des photos ramenées d'un séjour au Cameroun (photos des populations pygmées Baka) par la photographe Odile Motelet, et dans les médiathèques de Marennes, Saint-Pierre d'Oléron et Saint-Georges d'Oléron où ont été présentés les tableaux du peintre Slimane Ould Mohand.

Il faut enfin faire une place aux manifestations organisées cette année par d'autres associations, en partenariat avec Visions d'Afrique, notamment à la conférence donnée à

l'Eldorado le lundi 17 octobre par Christian Bouquet sur « La politique africaine de la France » dans le cadre des conférences de l'UTL (Université du Temps Libre de Marennes Oléron) et à la séance consacrée le mardi 14 octobre au film de Maryam Touzani *Le bleu du caftan* organisée au cinéma l'Appolo 8 de Rochefort par l'association Rochefort sur Toile. On ne peut évidemment que se réjouir de la permanence et de la vitalité de ces partenariats.

Conclusion et perspectives

La 13^e édition a donc renoué avec la dynamique qui a caractérisé le festival « Visions d'Afrique » entre 2017 et 2019 et qu'avait nettement interrompu la crise de 2020.

Défense d'y voir

Une nouvelle de Loys Dupuy

Flavien descendit de la Land-Rover et scruta le paysage alentour. La réserve était calme : c'était l'instant du repos, les animaux somnolaient dans les hautes herbes. Le soleil, très haut, dur et brûlant, dépouillait la terre de ses ombres imposant un silence quasi absolu. Seuls quelques hippopotames s'agitaient dans le point d'eau.

Il éleva son antenne pour tenter de capter un signal, mais le récepteur restait désespérément muet. Voilà déjà deux semaines qu'ils avaient relâché cet éléphant muni d'un émetteur permettant de le suivre.

Flavien s'appuya sur le capot du véhicule et s'épongea le front. Son costume de garde du Parc National de Wasa⁵ n'était pas adapté à la chaleur de la saison, mais il en était si fier qu'il boutonnait la chemise jusqu'au cou malgré la

fournaise. Cet uniforme était tellement plus beau que les guenilles dont il était vêtu quand, avec la bande de Moïse le Katangais, ils écumaient la brousse à la recherche de ces défenses qu'ils revendaient ensuite à prix d'or à Lagos. C'était le chef qui gardait la plus grosse part du butin, il ne leur laissait que des miettes. Moïse ne plaisantait pas ; c'était un homme d'expérience qui avait combattu à l'époque où le Congo s'appelait Zaïre, et qui portait autour du cou un gri-gri fait de boutons dorés pris, selon lui, sur des soldats belges pendant la guerre d'indépendance. Il n'était pas facile de quitter le groupe de braconniers mais Flavien n'aimait pas le travail de la terre qui ne rapportait rien. Il était donc resté malgré le dégoût de plus en plus fort qu'il éprouvait face à ces grands mammifères abattus pour quelques kilos d'ivoire. Cela avait duré jusqu'au jour où le groupe avait assisté à la naissance d'un éléphanteau. En général les femelles se déplacent en groupe commandé par une vieille éléphante. Pour une raison inconnue, celle-ci était seule et aucun troupeau n'était visible. Elle possédait des défenses d'une taille impressionnante ; Moïse décida de la suivre et d'en faire leur prochaine proie. Flavien avait bien tenté de protester mais le regard menaçant du chef avait stoppé net toute velléité de révolte. La traque avait été simple car le petit suivait sa mère avec difficulté et, à la tombée de la nuit, la mort avait frappé. Sans état d'âme, les braconniers avaient amputé l'éléphante de son trophée et avaient abandonné le bébé à son sort qui ne pouvait être que funeste. Flavien avait détourné le regard en voyant la troupe s'acharner sauvagement sur l'animal puis s'était éloigné, pris par une nausée irrépressible. Son forfait accompli, le groupe s'était séparé. En regagnant son logis, Flavien ne cessa de penser à cet éléphanteau, laissé seul, à la merci des carnassiers. Il avait ouvert la porte, puis, comme poussé par une force invisible, avait récupéré une vieille bouteille, l'avait remplie de lait avant de repartir en courant.

Il avait retrouvé le nouveau-né, blotti contre la dépouille de sa mère, gémissant comme un

⁵ Situé au Nord-Cameroun

enfant. Il s'était approché doucement : l'animal ne se préoccupait pas de lui. Il avait tenté de le nourrir, en vain. Flavien avait décidé de rester là malgré les bruits inquiétants qui peuplaient la nuit de la savane. Il avait allumé un feu pour éloigner les prédateurs et empêcher les charognards de se précipiter vers ce festin qui leur était offert. Au matin, l'éléphanteau continuait de gémir. Il semblait habitué à la présence de l'homme qui, patiemment, insistait en lui présentant cette bouteille de lait. Après de nombreuses tentatives, l'animal, affamé, avait consenti à goûter la nourriture. Quand Flavien s'était levé, il l'avait tout naturellement suivi comme il l'aurait fait avec sa mère. Puis tout s'était enchaîné : Flavien l'avait baptisé Dumbo en souvenir d'un dessin animé qu'il avait vu, des années auparavant, dans un cinéma de plein air. Les villageois, l'appelaient tout simplement N'Djoké, c'est à dire éléphant, mais ils n'étaient pas très satisfaits de ce voisinage, craignant la venue du troupeau. Les éléphants, comme la plupart des mammifères, sont réputés pour veiller jalousement sur leur progéniture et pour être particulièrement agressifs si on s'en approche. Mais aucune éléphante n'était venue réclamer Dumbo, et pour cause... En grandissant, il était devenu de plus en plus encombrant. Heureusement, l'association "Défense d'y voir", qui œuvrait pour la préservation des pachydermes, avait proposé à Flavien de s'occuper de l'animal jusqu'à ce qu'il soit apte à être remis en liberté. Très attaché à son encombrant compagnon, Flavien avait hésité. Pour vaincre son indécision, Alice, l'expatriée qui gérait la Ferme aux éléphants, lui avait suggéré de travailler avec elle pour s'occuper de son protégé et des autres pensionnaires. Il avait accepté avec joie ce changement de vie. Finie la traque, finis les carnages et les dépeçages. Il gagnait enfin de l'argent sans perdre son âme. Dumbo avait été mis dans un grand enclos arboré avec d'autres orphelins et il avait grandi entouré de soins attentifs. Puis le moment décisif était arrivé : il fallait le rendre à la vie sauvage. Ils savaient tous que ses

superbes défenses, semblables à celles de sa mère, allaient devenir un objectif pour les braconniers. On avait donc décidé de munir l'éléphant d'un émetteur pour repérer ses déplacements et il avait été relâché laissant Flavien le cœur gros et rempli d'angoisse. Les gardes du parc, qui devaient assurer le suivi de l'animal, manquaient de personnel. Le responsable de la réserve avait demandé au jeune homme de se joindre à eux, c'est ainsi qu'il s'était retrouvé, vêtu de cet uniforme kaki et muni d'une antenne, à la recherche de son éléphant.

Il tournait depuis des jours, son récepteur restait obstinément muet. Il essayait de calculer la distance que Dumbo avait bien pu parcourir depuis sa libération. Flavien avait beau cibler la nourriture favorite de son protégé, il ne le trouvait nulle part. Il décida de se rapprocher de la Ferme des éléphants, pensant qu'il était peut-être revenu pour retrouver ses compagnons. L'animal restait introuvable. La réserve était vaste mais les frontières avec le Tchad et le Nigeria étaient proches, faciles à traverser pour les bandits de tous bords. Une partie des gardes y patrouillait à la recherche de braconniers qui avaient encore frappé récemment.

Un léger grésillement le fit sursauter : son antenne semblait enfin avoir capté un signal. Pour mieux le localiser, Flavien grimpa sur le toit de sa Land-Rover et déplaça l'appareil en tous sens. Vers l'ouest, le bruit était plus net. Il regagna l'intérieur de son véhicule puis se dirigea vers la frontière nigériane ; il s'arrêtait fréquemment, remontait sur le toit affinant ainsi la direction. Il n'avait pas perdu le signal, mais celui-ci restait faible : la cible devait être encore trop éloignée. Peu à peu, il eut le sentiment d'approcher du but. Plus le bruit s'amplifiait, plus le garde sentait monter en lui l'inquiétude : son récepteur indiquait toujours le même endroit. Il tenta de se rassurer imaginant que Dumbo se reposait à l'ombre. Son appréhension augmenta quand il aperçut un groupe de vautours planant au-dessus d'un bouquet d'arbres, exactement dans la direction donnée par son antenne. Le spectacle qu'il découvrit le figea : son

éléphant gisait là, assassiné pour quelques kilos d'ivoire ! Il n'y avait aucun doute car à son oreille on pouvait voir la petite amulette que Flavien avait placée pour protéger l'animal. Hélas, elle n'avait pas été efficace et son ami, comme tant d'autres, avait été victime de la cupidité des hommes.

A leur retour de patrouille, ses collègues avaient trouvé Flavien prostré là ; il n'avait pas bougé malgré la chaleur, les insectes et les vautours qu'il s'évertuait à chasser pour une protection désormais illusoire de cet éléphant. Le commandant du groupe avait eu le plus grand mal à forcer le jeune homme à quitter l'endroit.

Au moment où celui-ci avait enfin accepté de rejoindre la Land-Rover, il aperçut, au milieu des herbes piétinées, un objet insolite qui brillait. Il s'approcha, ramassa un collier de boutons dorés, puis se redressa en se tournant vers le chef :

— Je connais bien ceux qui ont fait ça ! Je sais comment on peut les retrouver.

Avant de monter dans le véhicule, Flavien jeta un regard plein de haine vers la frontière du Nigeria en murmurant :

— Tu as perdu ta protection et tu as gagné un ennemi qui ne te lâchera pas avant de t'avoir fait payer tous tes crimes ...

Le congrès des Chefs traditionnels

Une anecdote par Gilles Lainé

« Tahoua, c'est chaud et c'est caillou ». (épisode 2)

Le chef-lieu de l'Aderawa était bien connu pour le poids de sa chefferie traditionnelle mais aussi pour une tradition rare en ces terres musulmanes. Avant de se marier, ou entre deux mariages, les jeunes femmes avaient la possibilité de se faire courtiser et d'accepter des « cadeaux » de la part de leurs soupirants ; le plus souvent elles étaient ainsi envoyées en ville par leur famille, chez une « tante » qui était chargée de veiller sur elle. Cette tradition s'était ensuite « marchandisée », les cadeaux étaient devenus des espèces

sonnantes et trébuchantes et les tantes des « mères maquerelles »...

Outre des bars accueillants (comme le « 421 »), la ville comptait ainsi de nombreuses « maisons » qui faisaient notamment la joie des fonctionnaires de passage (la plus fameuse, connue de Diffa à Tillabéry, étant « chez Maimouna »).

Une année (1979 ?) et pour la première fois, la ville avait été choisie par le ministère de l'Intérieur pour accueillir le « congrès des Chefs traditionnels ». Les chefs de service, dont je faisais alors partie, avions été réunis par le préfet qui avait donné ses instructions pour que tout se passe au mieux. L'ensemble des services était mobilisé et le préfet lui-même était allé à la rencontre des populations pour sensibiliser chacun ; nous devions avoir un comportement irréprochable afin de faire honneur à nos hôtes, à la ville, aux autorités, à la Nation toute entière !

Les chefs étaient arrivés des quatre coins du pays dans des Land-Rover de l'administration, des vieillards enturbannés, drapés dans de somptueux boubou de bazin, trainant leurs « takalmi ». Pendant plusieurs jours, la bourgade était devenue étrangement calme. Dès la nuit tombée, les « tabliers » pliaient boutique et les places ne brillaient plus de ces dizaines de lampes à pétrole ; devant certaines maisons de banco la ronde des voitures de service avait cessé ; les bars fermaient plus tôt...

Le congrès reparti, le préfet organisa une grande réunion pour remercier les fonctionnaires, les notables, les commerçants... Tous avaient eu un comportement exemplaire durant cette semaine d'abstinence forcée et dans son discours, il ne manqua pas de remercier les jeunes femmes de la ville « dont certaines m'ont même dit avoir refusé des clients ».

Moralité (relevée sur un mur de la ville) : « Attention, attention aux voleurs, jambe cassée donne encore belle démarche ».

Revue de presse



Les auteur(e)s et leurs œuvres signalés sur les revues de presse depuis fin octobre 2022

+ Sonia Le Gourellic : Pourquoi l'Afrique est rentrée dans l'histoire (sans nous) éd Hikari

+ David Diop : « Frères d'âme » et « La porte du voyage sans retour » éd Le Seuil

+ Tanella Boni Nimba : « Sans paroles ni poignée de main » Editions Abidjan

+ Nadia Yala Kisukidi : « La dénonciation » éd Le Seuil

+ Kayo Mpoyi : « Dieu est un garçon noir à lunettes » éd La Belle étoile

+ Wilfrid Nsonde : « Héliosphéra, fille des Abysses D'amour de de placton » éd Actes Sud

+ Alexandre Hmine « Grain noir » éd Zoé

+ Godefroy Mwanabwato : « Ainsi sont faites les lianes » éd Mouchetées

+ Abibatou Traore Kemgne : « L'homme de la maison » éd Présences Africaines

+ « L'Afrique en conte » Marguerite Abruët Des livres pour tous Abidjan

+ Beata Umubeyi Mairesse : « Consolée » éd Autrement

+ Amadou Tidiani Traore : « La tragédie des hommes accroupis » Cauris Livre Bamako

+ Habiba Benhayonne : « Cœur berbère » ed Ardamment

+ « Histoire de la France coloniale » Œuvre collective éd Philippe Rey

+ Femi Kayach « Les collines de feu » Roman policier éd Les presses de la cité

+ Olivier Kalal : « Les champs de Dieu » éd Nzoi Kinshasa

+ Sami Tchak : « Le continent du Tout ou presque rien » éd J-C Lattès

+ Loys Dupuy « Africa blues » Nouvelles

+ Rama Benada : « Najat et la survie » éd Belfond

+ Mapanga Makim Bahy : « Noire la couleur de la moisson » Nouvelles éd Séléne

+ Flavien Enongoue : « L'Afrique dans la chanson gabonaise » ouvrage collectif éd Descartes

+ Mariame Tighanimine : « Notre histoire de France » éd Stock

+ Rémi Carayol : « Le mirage sahélien » éd La Découverte

+ François-G Bussac : « Le miracle de Méméti » éd Horizons Littératures

Parution de la revue « Afrique Contemporaine » n°2074 2022/2

Dossier Relations entre agriculteurs et éleveurs : des tensions et fractures multi-causales

Contenu Cf le lien :

<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2022-2.htm?contenu=sommaire>

BULLETIN D'ADHÉSION

Prénom Nom.....

Coordonnées adresse postale et courrier électronique

Signature :

Date :

Cotisation annuelle : 20 euros

A régler par chèque à l'ordre de « Fraternité Afrique

Bulletin d'adhésion (accompagné d'un chèque) à envoyer à Joël Dine président (adresse 434 route de l'Orme 45500 Saint-Martin-sur-Ocre) ou Michel Bousquet trésorier (adresse : 41 rue Censier 75005 Paris)

Relevé d'Identité Bancaire :

CREDIT AGRICOLE CR CENTRE LOIRE

GIEN

Coordonnées de l'agence :

Tél. 0238602926

Titulaire : ASSOC. FRATERNITE AFRIQUE

Adresse : 434 ROUTE DE L'ORME 45500 ST MARTIN SUR OCRE

Domiciliation : GIEN

Code Banque : 14806

Code Guichet : 00016

Numéro de compte : 72045748074

Clé RIB : 04

IBAN (International Bank Account Number) : FR76 1480 6000 1672 0457 4807 404

Code BIC (Bank Identification Code) - Code SWIFT : AGRIFRPP848